

Concours et examens

Filière technique

**EXAMEN PROFESSIONNEL DE TECHNICIEN TERRITORIAL
PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE***Informations utiles sur la procédure d'inscription*

L'inscription devra être effectuée sur le dossier original téléchargé sur le site [du Centre de gestion du Finistère](#) ou le cas échéant, délivré par le Centre de gestion. Tout dossier d'inscription, qui ne serait que la photocopie de son propre dossier original, d'un autre dossier d'inscription original ou téléchargé ou d'un dossier d'inscription recopié sera considéré comme non conforme et refusé.

La préinscription sur internet ne sera considérée comme inscription qu'à réception par le Centre de Gestion du Finistère, pendant la période d'inscription, **du dossier d'inscription téléchargé par le candidat lors de la pré-inscription et des pièces demandées.**

Dès lors, si leur dossier d'inscription est incomplet au moment du dépôt, les candidats doivent produire avant le début de la première épreuve (soit le 15 avril 2021) la ou les pièce(s) justificative(s) qui manquera(en)t à leur dossier. Ces pièces seront rajoutées à leur dossier d'inscription en vue de leur instruction.

Tout dossier d'inscription, même posté dans les délais, sera refusé s'il est insuffisamment affranchi ou s'il comporte un défaut d'adressage.

Tout incident relatif à la transmission du dossier d'inscription, qu'elle qu'en soit la cause, engage la responsabilité de l'émetteur et entraînera un refus systématique d'admission à concourir. Aucun dossier transmis par télécopie ou courrier électronique ne sera pris en compte.

Adresse du CDG29 :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère – Service concours -
7 boulevard du Finistère - 29000 QUIMPER

Il est recommandé à chaque candidat de vérifier les diverses mentions de son dossier et de vérifier avec le plus grand soin qu'il répond à toutes les conditions d'inscription à l'examen. En cas de non-conformité de son dossier et/ou du non-respect des conditions à remplir pour se présenter à l'examen, sa candidature sera rejetée.



Accès sécurisé et dématérialisation de l'envoi des courriers

Lors de votre inscription à l'examen professionnel, vous devrez choisir un mot de passe, en bas du formulaire de préinscription.

Vous disposerez alors de 2 identifiants à savoir :

- le code d'accès (transmis également par mail suite à la pré-inscription)
- et le mot de passe.

Si vous avez oublié ou perdu le mot de passe, vous devrez cliquer sur « mot de passe oublié » pour recevoir un mot de passe provisoire par mail.

L'accès sécurisé, disponible suite à votre préinscription sur internet, vous permet de suivre l'état d'avancement de votre inscription et d'accéder aux documents utiles pour la ou les épreuve(s), et notamment la convocation.

Pour vous connecter, il vous suffit de vous rendre sur notre site internet www.cdg29.bzh dans l'accès rapide concours et examens > Inscriptions > S'inscrire à un concours ou à un examen organisé par le CDG29 > Connexion espace sécurisé.

Puis, vous saisissez votre code d'accès et votre mot de passe.

L'envoi de tous les documents relatifs à cet examen professionnel s'effectuera systématiquement par voie dématérialisée.

Ainsi, les convocations aux épreuves écrite et/ou orale, les courriers de résultats d'admissibilité et/ou d'admission seront disponibles sur l'accès sécurisé du candidat.

Le service concours n'adressera pas de convocation par voie postale mais uniquement un mail précisant que votre convocation est disponible sur votre espace sécurisé, une quinzaine de jours avant le début des épreuves.

Il appartient au candidat de conserver ces informations et de veiller à télécharger et imprimer l'ensemble des courriers qui lui seront adressés dans cet espace sécurisé. Le candidat devra imprimer sa convocation et la présenter le jour des épreuves.

Protection des données

Les données fournies par les candidats dans le formulaire de pré-inscription feront l'objet d'un traitement informatique. Ces données ne sont utilisées que dans le cadre de votre inscription à cet examen auprès du service concours-examen du Centre de Gestion du Finistère : gestion des préinscriptions et inscriptions / organisation des épreuves / gestion suivi et facturation des coûts lauréats / recueil à des fins statistiques pour les services de l'Etat. Toute autre utilisation fera l'objet d'un consentement séparé.

En vertu du règlement général de protection des données du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 révisée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés les candidats disposent des droits d'information, d'accès, de rectification et d'opposition pour un motif légitime sur les données les concernant.

Conformément aux textes applicables en matière de protection des données, vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant le Délégué à la protection des données (DPD) du CDG29 : DPD@cdg29.bzh ou CDG29, à l'attention du DPD - 7 boulevard du Finistère, 29000 QUIMPER.

Présentation du cadre d'emplois - Principales fonctions des techniciens principaux de 1^{ère} classe

1 – Présentation du cadre d'emplois

Le cadre d'emplois des techniciens territoriaux, classé en catégorie B, relève de la filière technique. Ce cadre d'emplois comprend les grades de technicien, technicien principal de 2^{ème} classe et technicien principal de 1^{ère} classe.

2 – Principales fonctions

Les membres du cadre d'emplois des techniciens territoriaux sont chargés, sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique, de la conduite des chantiers. Ils assurent l'encadrement des équipes et contrôlent les travaux confiés aux entreprises. Ils participent à la mise en œuvre de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion. Ils peuvent instruire des affaires touchant l'urbanisme, l'aménagement, l'entretien et la conservation du domaine de la collectivité. Ils participent également à la mise en œuvre des actions liées à la préservation de l'environnement.

Ils assurent le contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages ainsi que la surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques. Ils peuvent aussi assurer la surveillance du domaine public. A cet effet, ils peuvent être assermentés pour constater les contraventions. Ils peuvent participer à des missions d'enseignement et de formation professionnelle.

Les titulaires des grades de technicien principal de 2^{ème} et de 1^{ère} classe ont vocation à occuper des emplois qui, relevant des domaines d'activité mentionnés au paragraphe précédent, correspondent à un niveau d'expertise acquis par la formation initiale, l'expérience professionnelle ou par la formation professionnelle tout au long de la vie.

Ils peuvent assurer la direction des travaux sur le terrain, le contrôle des chantiers, la gestion des matériels et participer à l'élaboration de projets de travaux neufs ou d'entretien. Ils peuvent procéder à des enquêtes, contrôles et mesures techniques ou scientifiques.

Ils peuvent également exercer des missions d'études et de projets et être associés à des travaux de programmation. Ils peuvent être investis de fonctions d'encadrement de personnels ou de gestion de service ou d'une partie de services dont l'importance, le niveau d'expertise et de responsabilité ne justifient pas la présence d'un ingénieur.

Les membres du cadre d'emplois exercent leurs fonctions dans tous les domaines à caractère technique en lien avec les compétences d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant.

L'examen professionnel d'accès, par avancement de grade, de technicien territorial principal de 1^{ère} classe

Conformément aux dispositions prévues à l'article 10 du décret n°2013-593 du 5 juillet 2013, les candidats sont informés qu'ils devront, en cas de succès, justifier de leur aptitude physique à occuper l'emploi considéré.

1 – Les conditions d'accès à l'examen professionnel

L'examen professionnel est ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins 1 an dans le 5^{ème} échelon du grade de technicien principal de 2^{ème} classe et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Les candidats doivent être en activité à la clôture des inscriptions.

Toutefois, en application de l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, «...les candidats peuvent subir les épreuves d'un examen professionnel, prévu aux articles 39 et 79 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement ou sur la liste d'aptitude au grade d'accueil ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier ».

En conséquence, les candidats peuvent se présenter à une session de cet examen s'ils remplissent les conditions d'accès au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit cette session.

2 – L'organisation et les épreuves de l'examen professionnel

EPREUVES D'ADMISSION
EPREUVE ECRITE
Elle consiste en la rédaction d'un rapport technique portant sur la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt. Ce rapport est assorti de propositions opérationnelles. Durée : 3 heures ; coefficient 1
EPREUVE ORALE
Elle consiste en un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle ; elle se poursuit par des questions visant à permettre d'apprécier les facultés d'analyse et de réflexion du candidat, ses connaissances techniques ainsi que sa motivation et son aptitude à exercer les missions du cadre d'emplois et à encadrer une équipe. Durée : 20 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 2

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. L'épreuve écrite est anonyme et fait l'objet d'une double correction. Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des deux épreuves entraîne l'élimination du candidat.

Tout candidat ne participant pas à l'une des épreuves obligatoires est éliminé.

Un candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10/20 après application des coefficients correspondants.

Le jury se réserve la possibilité de fixer un seuil d'admission supérieur à 10/20.

A l'issue des épreuves, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis à l'examen.

3 – Spécialités et programme des épreuves

Spécialités	Programme
<p>1. Bâtiments, génie civil</p>	<p>1.1. Construction et bâtiment</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - l'acte de construire : rôle, obligations et responsabilités des intervenants, procédures administratives relatives aux travaux, assurances ; - notions générales sur les règlements de la construction et normes en vigueur ; - réglementations applicables dans les établissements recevant du public ; - notions de marchés publics.</p> <p>Aspects généraux : - sols et fondations ; - notions sur la résistance des matériaux des structures : règlements de calcul, prédimensionnement ; - technologies, matériaux, maintenance et normes en vigueur de tous les corps d'état du gros œuvre et du second œuvre ; - notions générales sur les équipements : courants forts, courants faibles, chauffage, ventilation, climatisation, éclairage, circulation des fluides ; - lecture de plans et métré.</p> <p>Hygiène, santé et sécurité : - étude des risques ; - l'arbre des causes ; - élaboration de procédures appliquées sur les chantiers de bâtiments.</p> <p>Ingénierie : Programmation : faisabilité et pertinence des opérations, notion de coût global, approche qualité et développement durable dans les constructions ; Réalisation de projet : dispositions constructives, choix de matériaux et équipements, élaboration de pièces techniques contractuelles, rédaction de descriptifs, estimation des coûts de construction ; Organisation et suivi des chantiers de bâtiment. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Organisation d'un service bâtiment ; Conduite d'opération : organisation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ; Gestion de patrimoine : organisation des contrôles et entretiens réglementaires ; Conduite de dossier.</p> <p>1.2. Génie climatique</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - réglementation thermique ; - règles sanitaires liées aux installations de génie climatique ; - réglementations applicables dans les établissements recevant du public ; - équipement de travail ; - notions de marchés publics.</p> <p>Aspects généraux : Energétique : les énergies et les fluides ; thermique bâtiment ; Bâtiment : technologies, matériaux, maintenance et normes en vigueur de tous les corps d'état du second œuvre ; Chauffage, ventilation, climatisation ; Notions de courants forts, courants faibles et éclairage. Hygiène, santé et sécurité : - étude des risques ;</p>

	<p>- l'arbre des causes ; - connaissance des procédures appliquées sur les chantiers de bâtiments.</p> <p>Ingénierie : Energie : production, transport et consommation, approche qualité et développement durable, utilisation des énergies renouvelables ; Bâtiments : diagnostic thermique, conception en termes de coût global, optimisation de la consommation énergétique, outils domotiques ; Conception et prédimensionnement des installations climatiques ; Gestion des consommations : chauffage, climatisation, électricité, eau, téléphone, carburants ; L'apport de la gestion et maintenance assistée par ordinateur et de la gestion technique centralisée. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Organisation d'un service énergie ; Analyse des coûts et raisonnement en coût global ; Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global ; Conduite de dossier.</p>
<p>2. Réseaux, voirie et infrastructures</p>	<p>Connaissances de base :</p> <p>Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - documents d'urbanisme, de protection et de valorisation de l'environnement ; - notions de marchés publics.</p> <p>Aspects généraux : - sols et fondations : notions de géologie, de géotechnique et de mécanique des sols ; - ouvrages d'art : notions sur les types d'ouvrages et leur prédimensionnement.</p> <p>Réseaux divers : - notions d'hydraulique et d'hydraulique des sols ; - évacuation des eaux pluviales : réglementation et techniques.</p> <p>Ingénierie : Conception et réalisation de la voirie et des réseaux : - élaboration de projet à partir des données de trafic, d'environnement, de sécurité et d'économie ; - éléments topographiques et géométriques de calculs de tracés pour voirie, réseaux et espaces publics, pour tous modes de déplacements ; - conception géométrique d'aménagement des voies et des carrefours ; - structures de chaussée : dimensionnement ; - terrassements, déblais, remblais : exécution et types de matériel ; - matériaux utilisés en voirie et en réseaux : provenance, caractéristiques, conditions de mise en œuvre et d'utilisation ; - organisation des chantiers, planification et phasage des travaux ; - coordination des interventions et occupation du domaine public.</p> <p>Equipements de la voirie : - signalisation routière, signalisation des chantiers ; - éclairage public ; - mobiliers urbain et routier ; - équipements de sécurité.</p> <p>Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement.</p> <p>Suivi et exploitation du patrimoine de voirie : - programmation de l'entretien du patrimoine ; - surveillance, contrôle et entretien des voiries et des équipements ; - traitement hivernal et nettoyage des voies.</p> <p>Conduite de dossier. Routes et chemins : terminologie, technologie, technique de construction. Domaine public. Conservation et police des routes et chemins. Prévention des accidents.</p>

3. Prévention et gestion des risques, hygiène, restauration

3.1. Sécurité et prévention des risques

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels et des enjeux de la sécurité et de la prévention des risques ;
- notions de marchés publics ;
- autorités de police, pouvoirs et obligations de mise en œuvre ;
- connaissance du territoire : inventaire des risques naturels et technologiques, implication des différents services ;
- information et communication écrite et orale, interne et externe.

Connaissances générales :

- connaissances de base en chimie organique et inorganique, toxicologie et écotoxicologie, biologie, microbiologie ;
- connaissances environnementales et sanitaires des milieux naturels : air, eau, sols et autres écosystèmes ;
- connaissances de géologie générale et appliquée, hydrologie, géomorphologie ;
- connaissances des matériaux, des produits et gestion des déchets des activités : propriétés physiques et chimiques ; mise en œuvre : consignes d'utilisation de transport, de stockage, de manutention des procédés.

Dangers et intoxications potentiels et accidentels :

- nature des expositions physiques et matériels ;
- risques environnementaux, sanitaires, chimiques, biologiques.

Ingénierie :

Méthodes d'analyse et de traitement des risques : applications aux risques naturels et technologiques ;

Méthodes d'évaluation et grilles d'acceptabilité. Application aux risques environnementaux, sanitaires, toxiques, chimiques : incendies, catastrophes naturelles, évolution des produits et matériaux ;

Réalisation de documents de référence : études d'impact, plans d'intervention, documents d'information et communication sur les risques ;

Mobilisation des acteurs internes et externes requis dans les réglementations ;

Normes applicables aux équipements, produits et activités des secteurs publics et privés ;

Documentation juridique et technique ;

Politiques de prévention et culture du risque.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

Conduite de dossier.

3.2. Hygiène, laboratoires, qualité de l'eau

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- notions de marchés publics.

Chimie, microbiologie, immunologie, risques sanitaires, hygiène des milieux.

Données fondamentales de ces disciplines appliquées aux activités du domaine : les eaux, l'environnement, l'agroalimentaire, les diagnostics biologiques.

Maîtrise et interprétation des données fondamentales issues de laboratoires et autres mesures pour réaliser les documents techniques :

- diagnostics, études des risques environnementaux et sanitaires ;
- études des impacts sur les milieux et les populations ;
- validations des mesures, interprétation et communication ;
- culture de prévention par les suivis scientifiques et techniques des milieux.

Ingénierie :

Techniques de base :

- prélèvements ;
- analyses chimiques ;
- analyses microbiologiques : bactériologie, virologie, parasitologie ;
- analyses immunologiques ;
- mesures de terrain : méthodes, outils, interprétations.

Statistiques appliquées aux analyses, notions de base :

- définition et objectifs des outils statistiques ;
- les tests statistiques simples ;
- les normes ISO et autres référentiels.

Métrologie pratique de laboratoire et des méthodes de mesures et observations :

- introduction à la métrologie ;
- métrologie et respect des normes : appareil, mesures et analyses.

Estimation des incertitudes :

- l'incertitude associée à une mesure issue d'un appareil ;
- applications pour les masses, les températures et les volumes.

Hygiène et sécurité des biens et des personnes : en situation normale, en cas de crise :

- les agents des services ;
- les populations.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

Assurance qualité, démarche qualité ;

Conduite de projet.

3.3. Déchets, assainissement

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs, relatifs à l'option ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- notions de marchés publics ;
- les services publics locaux : définition, organisation, mode de gestion.

Physique, chimie, microbiologie, risques sanitaires, hygiène des milieux.

Données fondamentales de ces disciplines appliquées au domaine : les déchets, les eaux usées, l'environnement.

Ingénierie :

Les déchets et les eaux usées : leur collecte, leur traitement, leur élimination et leur valorisation ;

Éléments techniques, technologiques, économiques, sociologiques, environnementaux : impacts sur les milieux et les populations ;

Interprétation des analyses ;

Données économiques : financement et coût des services ;

Hygiène et sécurité des biens et des personnes.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

Assurance qualité, démarche qualité ;

Conduite de dossier lié à l'option.

3.4. Sécurité du travail

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- notions de marchés publics ;
- réglementation applicable aux collectivités territoriales, en matière de sécurité au travail ;
- obligations de l'employeur public : mise en place d'une politique de prévention des risques professionnels efficace et continuellement réévaluée. Fonctionnement des acteurs internes :

	<p>autorité, encadrement, ACOMO, ACFI, comité technique paritaire, commission d'hygiène et sécurité, agents ; - information et communication orale et écrite, interne et externe.</p> <p>Connaissances générales : - notions de base en chimie, toxicologie et écotoxicologie ; - connaissance et identification des dangers : conditions climatiques, bruits, rayonnements, vibration, travail en hauteur, utilisation de produits chimiques ; - connaissance des matériaux, des produits et des procédures de travail : propriétés physiques et chimiques : mise en œuvre : consignes d'utilisation, de manutention, de stockage ; - élaboration et mise en place de procédures de travail ; - accidents de travail et maladies professionnelles : dangers susceptibles de porter atteinte à l'agent dans son travail, risques encourus : risques chimiques, chute de hauteur, mécanique, électrique ; - moyens de prévention.</p> <p>Ingénierie : Analyse, évaluation des activités de travail : - conception des locaux et des situations de travail mobiles et secondaires : ergonomie, facteurs d'ambiance, moyens de protection collectifs et individuels ; - recensement des risques professionnels ; - planification des moyens de prévention.</p> <p>Organisation de la prévention des risques professionnels : - mise en place des mesures de prévention et contrôle de leur efficacité ; - habilitations, certifications et normes.</p> <p>Mobilisation des acteurs internes et externes.</p> <p>Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Conduite de dossier.</p> <p>3.5. Restauration</p> <p>Les formules de restauration. Les concepts de production. Les produits. L'organisation et l'approvisionnement. L'organisation des locaux et les matériels. L'organisation du travail et du contrôle. Les modes de cuisson. L'hygiène et la prévention générales en matière de restauration. L'ergonomie et le secourisme liés à ce secteur d'activité.</p>
<p>4. Aménagement urbain et développement durable</p>	<p>4.1. Environnement architectural</p> <p>Connaissances de base : Connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs. Les collectivités territoriales et leurs compétences. L'histoire de la ville : - ville historique et ville contemporaine ; - notions sur le patrimoine architectural et urbain.</p> <p>Notions juridiques sur le droit de l'urbanisme et de la construction : - les différentes échelles de la planification urbaine, du schéma de cohérence territoriale au plan local d'urbanisme ; - les procédures d'urbanisme opérationnel ; - l'application du droit des sols, permis de construire, certificat d'urbanisme... ; - politiques de renouvellement urbain et de réhabilitation des centres anciens ; - notions de base sur la fiscalité de l'urbanisme.</p> <p>Notions de marchés publics.</p> <p>Ingénierie : Qualité architecturale et urbaine : - morphologie du bâti ;</p>

- notions de qualité architecturale ;
- mise en œuvre traditionnelle ou contemporaine des matériaux ;
- réhabilitation de l'habitat existant.

Qualités environnementales et paysagères :

- insertion paysagère du bâti ;
- habitat et environnement : maîtrise des nuisances urbaines.

La ville et ses habitants :

- la mixité sociale et la prise en compte des besoins spécifiques des différentes populations : personnes âgées, enfants, personnes à mobilité réduite... ;
- notions d'élaboration d'un programme d'aménagement : abords d'un bâtiment public, espace public, cheminements piétons.

Systèmes d'information géographique :

- notions de base sur les SIG et leur utilisation dans la planification urbaine ;
- utilisation et lecture de documents cartographiques.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global ;

Conduite de projet.

4.2. Génie urbain

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- notions de marchés publics.

Les différentes échelles de la planification urbaine, du schéma de cohérence territoriale (SCOT) au plan local d'urbanisme (PLU), les procédures d'urbanisme opérationnel.

L'application du droit des sols, permis de construire, certificat d'urbanisme...

Notions de maîtrise d'ouvrage publique.

Ingénierie :

Projet urbain :

- prise en compte de la qualité urbaine et paysagère dans les projets urbains ;
- le projet d'aménagement : les étapes de la conception, prise en compte des besoins des utilisateurs, site propre, circulation spécifique : bus, cycles... ;
- notions de base sur l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;
- qualité des matériaux et matériels utilisés : mobilier urbain, sols, éclairage... ;
- utilisation d'éléments naturels : eau, végétation, plantations... ;
- la notion de sécurité liée aux aménagements : normes, identification et prévention des risques, sécurité routière, chantier propre... ;
- traitement des entrées de villes : pollution visuelle et sonore, aménagements urbains et paysagers ;
- études d'impact ;
- notions de base d'écologie urbaine : les implications concrètes du développement durable dans les projets d'aménagement ;
- les différents types de nuisances générés par un aménagement ou une infrastructure : route, transport, autres réseaux : définitions de base sur les indicateurs bruit, qualité de l'air... ;
- le contenu technique de l'étude d'impact d'un projet d'aménagement.

Génie urbain :

- les composantes du génie urbain : concevoir, réaliser et gérer des réseaux urbains ;
- la prise en compte des réseaux dans la planification urbaine, à l'échelle des SCOT, des PLU et de l'urbanisme opérationnel ;
- notions de base sur les systèmes d'informations géographiques et leur utilisation dans la gestion de réseaux et l'aménagement urbain, aux différentes échelles de projet.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

	<p>Communication : actions de sensibilisation, réunions publiques, concertation ; Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global ; Conduite de projet.</p>
<p>5. Déplacements, transports</p>	<p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - les fonctions urbaines ; - définition d'une politique de déplacements ; plan de déplacements urbains, loi SRU ; - les différents acteurs : Etat, collectivités locales, associations, usagers ; - la réglementation et les pouvoirs de police ; - élaboration des plans de déplacements : enquêtes, prévision de trafic ; - notions de marchés publics. Transports publics urbains et non urbains : - contexte institutionnel et réglementaire : autorités organisatrices, entreprises... ; - composantes économiques et sociales ; - études de transports ; - techniques des transports publics : organisation, exploitation, matériel, information... ; - compétence transport ferroviaire dans les régions.</p> <p>Ingénierie : Recueil des données. Organisation des déplacements. Conception et évaluation des aménagements : - les caractéristiques géométriques ; - les carrefours.</p> <p>Théorie de l'accessibilité urbaine : - la prise en compte des piétons, des personnes à mobilité réduite, des deux roues (vélos et motos), des transports en commun.</p> <p>Stationnement, transports de marchandises, livraisons. La sécurité des déplacements - politique locale de sécurité routière. La signalisation routière : - la signalisation de police ; - la signalisation horizontale ; - la signalisation de jalonnement. La signalisation tricolore et la régulation du trafic. Les contraintes liées aux travaux : - les itinéraires de déviations ; - la signalisation temporaire. Information des usagers. Systèmes d'information géographique (SIG). Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Entretien et mise aux normes des équipements ; Communication : actions de sensibilisation, réunions publiques, site internet... ; Conduite de dossier.</p>
<p>6. Espaces verts et naturels</p>	<p>6.1. Paysages, espaces verts</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - connaissance des acteurs institutionnels ; - notions de marchés publics ; - connaissance des documents d'urbanisme, des programmes d'aménagement et d'équipement.</p> <p>Connaissances générales : - botanique, physiologie végétale : reproduction, développement, reconnaissance, association végétale ; - pédologie, hydrologie : constituant, propriétés du sol, besoin et rétention d'eau dans le sol ;</p>

- histoire des jardins ;
- diagnostic et prévention des pathologies végétales.

Ingénierie :

Techniques d'horticulture et de travaux :

- production végétale : floriculture et pépinière, arboriculture ;
- agronomie : irrigation, drainage, travail de serre, fertilisation et protection des cultures, traitement phytosanitaire ;
- gestion du patrimoine technique et du vivant : arbres, aires de jeux, eau... ;
- entretien et maintenance des équipements sportifs.

Aménagement paysager :

- analyse et diagnostics des espaces publics et des besoins des usagers ;
- intégration des paysages et espaces verts dans le projet urbain ;
- élaboration d'un projet paysager, notions de voirie et réseaux divers ;
- coordination des travaux paysagers et sécurité des chantiers ;
- plans de gestion durable et différenciée des espaces jardinés, agricoles, naturels et de loisirs ;
- valorisation des ressources naturelles : eau, déchets verts et traitement des pollutions.

Organisation et gestion de service :

Gestion d'un service et encadrement ;

Relations aux usagers des espaces publics. Animation et sensibilisation ;

Conduite de projet.

6.2. Espaces naturels

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- notions de marchés publics ;
- protections, préservations, ouverture au public, valorisations économiques et sociales des milieux et des espaces naturels et paysagers ;
- connaissance des documents d'urbanisme et des règlements spécifiques sur les zones urbaines, périurbaines et rurales ;
- politiques contractuelles nationales, régionales, départementales et locales.

Connaissances scientifiques :

- botanique, zoologie et phytosociologie ;
- géologie, pédologie, hydrologie et hydraulique ;
- les notions d'habitats pour les flores et les faunes locales et importées ;
- diversité des écosystèmes ruraux et urbains naturels et créés ;
- écosystèmes ruraux remarquables et ordinaires ;
- écosystèmes littoraux et lacustres remarquables et ordinaires ;
- valorisation des espèces végétales et animales locales ;
- approche sanitaire de la flore et de la faune.

Connaissance des statuts, missions et fonctionnement des organismes spécifiques dans la gestion des espaces naturels :

- collectivités territoriales ;
- établissements publics de l'Etat ;
- autres établissements publics locaux ;
- associations.

Ingénierie :

Méthodes d'expertise faunistique et floristique d'espaces urbains, ruraux et naturels ;

Diagnostics écologiques et paysagers des espaces à aménager : entités paysagères, circulations, patrimoine naturel, agricole, urbain ;

Schéma directeur paysager et plans de gestion durable des espaces agricoles, naturels et aménagés : élaboration des documents de références, objectifs, préconisations, évaluation ;

Maîtrise des techniques douces et alternatives pour l'entretien et la restauration des espaces et des paysages ;

Stratégie des modes de maîtrise et de gestion en régie, convention, contrats, marchés ;

	<p>Cartographie des paysages et des espaces naturels ; Communication scientifique et technique. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Conduite de projet ; Création d'équipements et de services d'éducation à l'environnement des espaces verts.</p>
<p>7. Ingénierie, informatique et systèmes d'information</p>	<p>7.1. Systèmes d'information et de communication</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs relatifs à l'option : droits du citoyen (CNIL), droit d'auteur, propriété intellectuelle, directives européennes, lois et décrets appliqués aux champs de l'informatique et systèmes d'information ; - connaissance des acteurs institutionnels ; - notions de marchés publics. Concepts et notions de système d'information. Principes généraux d'architecture matérielle et logicielle. Système de gestion de bases de données. Logiciels, progiciels et applicatifs. Ingénierie : Langages de programmation - algorithmique. Conception, intégration d'application : - méthodes, normes, outils de développement et maintenance applicative ; - applications métiers. Internet : - dématérialisation, gestion électronique des documents, travail collaboratif, coopératif... ; - services de l'internet dans l'administration : téléprocédures, téléservices : standards et normes d'échange ; - l'informatique au service de l'utilisateur citoyen. Connaissance des outils de la communication écrite et numérique de la PAO et de l'internet. Gestion et maintenance des infrastructures techniques. Assistance fonctionnelle et technique aux services et aux utilisateurs. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Administration, sécurité et qualité de service ; Conduite de projet.</p> <p>7.2. Réseaux et télécommunications</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs relatifs à l'option : droits du citoyen (CNIL), droit d'auteur, propriété intellectuelle, directives européennes, lois et décrets appliqués aux champs de l'informatique et systèmes d'information ; - connaissance des acteurs institutionnels ; - notions de marchés publics. Concepts de base et architecture réseau local, d'entreprise, global, topologie. Matériel actif de réseau : adressage, acheminement, routage, commutation, qualité de service. Normes réseaux et supports de transmission associés : - couches réseaux, liaisons... ; - systèmes de transmission, infrastructure, câblage et connectique ; - fibre optique et réseaux métropolitains ; - technologie des réseaux : filaires, sans fils...</p> <p>Ingénierie : Réseaux publics et réseaux constructeurs, réseaux haut débit ; Théorie générale en radiocommunications, normes et standards ; Convergence voix-données : téléphonie, l'exploitation et l'administration : du réseau téléphonique, de la messagerie vocale, de la vidéo transmission, systèmes dédiés PABX... ; Internet, aspects techniques : protocoles et services ;</p>

	<p>Maintenance et sécurité des réseaux : aspects techniques, mise en place des outils et contrôle, mesure de performance ; Administration, contrôle, suivi des ressources, ingénierie des réseaux : modélisation, cahier des charges... ; Gestion et maintenance des infrastructures techniques. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Sensibilisation des services et utilisateurs à la sécurité du travail en réseau ; Conduite de dossier.</p>
<p>8. Services et intervention techniques</p>	<p>8.1. Ingénierie, gestion technique</p> <p>Centres techniques. Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité ; - réglementations applicables dans les établissements recevant du public ; - les contrôles réglementaires périodiques concernant les bâtiments, les équipements de travail et les matériels ; - notions de marchés publics.</p> <p>Aspects généraux : - notions générales sur les technologies et matériaux mis en œuvre dans les parcs et ateliers, dans la maintenance des bâtiments, des espaces publics, de la voirie et des réseaux ; - prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail.</p> <p>Hygiène, santé et sécurité : - étude des risques, consignes générales, fiches de poste ; - l'arbre des causes ; - élaboration de procédures.</p> <p>Ingénierie : Principes de l'organisation, de l'ordonnancement et de la gestion de la production ; L'approche qualité ; Les moyens de coordination et de planification ; L'élaboration de pièces techniques contractuelles.</p> <p>Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Organisation d'un service technique et d'un centre technique ; Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global ; Notions de contrôle de gestion ; Conduite de dossier.</p> <p>8.2. Logistique et maintenance</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ; - les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité ; - réglementations applicables dans les établissements recevant du public ; - les contrôles réglementaires périodiques concernant les bâtiments, les équipements de travail et les matériels ; - notions de marchés publics.</p> <p>Aspects généraux : - courant fort, courant faible et réseaux : appareillage électrique, réseaux de distribution, installations provisoires ; - automatismes : analyse fonctionnelle d'automatismes, régulation, asservissement et suivi, diagnostic de dysfonctionnement et processus de contrôle.</p> <p>Hygiène, santé et sécurité : - étude des risques, consignes générales, fiches de poste ; - l'arbre des causes ;</p>

	<p>- élaboration de procédures.</p> <p>Ingénierie :</p> <p>Problématique générale et stratégies de la maintenance : entretien préventif, curatif ;</p> <p>Etablissement d'un programme d'entretien ;</p> <p>L'approche qualité appliquée à la maintenance ;</p> <p>Les contrats d'entretien, contrats de services, contrats de contrôle technique ;</p> <p>L'élaboration de pièces techniques contractuelles ;</p> <p>L'évaluation de la qualité de travail des prestataires ;</p> <p>L'apport de la gestion et maintenance assistée par ordinateur et de la gestion technique centralisée ;</p> <p>La maintenance technique appliquée aux parcs automobiles et centres techniques ;</p> <p>La maintenance des constructions.</p> <p>Organisation et gestion de service :</p> <p>Gestion d'un service et encadrement ;</p> <p>Organisation d'un service logistique et maintenance ;</p> <p>Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global ;</p> <p>Gestion des stocks ;</p> <p>Conduite de dossier.</p> <p>8.3. Mécanique-électromécanique</p> <p>Systèmes de fabrication.</p> <p>Systèmes de montage et d'assemblage.</p> <p>Techniques d'assemblage.</p> <p>Agencement et gestion des outillages de coupe.</p> <p>Agencement et gestion des outillages d'installation de produit.</p> <p>Sécurité, conditions du travail, ergonomie.</p> <p>Mesures électriques, usage des appareils.</p> <p>Notions sur les ouvrages.</p> <p>Production et transport d'énergie en haute tension et basse tension, postes de transformation, tableaux de distribution, dynamos et alternateurs moteurs ; connexions des moteurs, redresseurs et convertisseurs, monte-charge, installations d'éclairage.</p> <p>8.4. Imprimerie</p> <p>La chaîne graphique (processus de fabrication d'un produit imprimé).</p> <p>Les matières premières et matières consommables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - encres (caractéristiques, composition et fabrication des encres) ; - support (composition et fabrication du papier) ; - blanchets. <p>Forme imprimante (différents types de forme imprimante, confection/montage, repérage, calage, fixation, contrôle de positionnement de l'élément imprimant).</p> <p>Les procédés d'impression.</p> <p>Les procédés de transformation (exemple : tracés de coupe, perforation, pliage).</p> <p>Le contrôle de qualité (conformité des couleurs, conformité de la maquette, contrôles relatifs aux encres, vernis et adjuvants).</p> <p>Informatique (logiciels de contrôle de qualité, de surveillance et de maintenance, gestion de production assistée par ordinateur).</p> <p>Gestion de production :</p> <p>Plannings (général, de charge, d'approvisionnement, de maintenance) ;</p> <p>Cahier des charges ;</p> <p>Processus de fabrication : choix et méthodes ;</p> <p>Gestion des stocks : manuelle, informatisée.</p> <p>Ergonomie/hygiène et sécurité :</p> <p>Ergonomie du poste de travail ;</p> <p>Normes.</p>
<p>9. Métiers du spectacle</p>	<p>9.1. Connaissances de base relatives aux métiers du spectacle</p> <p>Cadre réglementaire et institutionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs ; - connaissance des acteurs institutionnels ;

- notions de marchés publics.
Connaissance des formes et structures du spectacle vivant.
Maîtrise du vocabulaire et des termes techniques des techniciens du spectacle.
Connaissance de base des organismes de reproduction et de perception des droits directs, voisins et indirects en matière d'image, son, scénographie, arts visuels.
Connaissances de base sur la résistance des matériaux.
Modalités de gestion et de production d'un spectacle : les licences d'entrepreneurs de spectacle, notions d'employeur occasionnel, régimes des salariés.

Hygiène et sécurité :

- sécurité et électricité. Les différentes habilitations électriques ;
- la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence ;
- la sécurité des manifestations extérieures : chapiteaux, tentes, structures, feux d'artifices... ;
- sécurité des agents au travail. Les équipements de protection individuels. Les règles de sécurité du travail en hauteur ;
- le registre de sécurité ;
- la responsabilité du technicien et des autres acteurs.

Ingénierie :

Maîtrise théorique et pratique des outils et techniques dans les domaines de la sonorisation, de la lumière, de la machinerie, des structures métalliques et composites, de l'acoustique, de la scénographie et des techniques de production image : vidéo... ;
Interprétation et adaptation d'une fiche technique ;
La scénographie dans les établissements recevant du public ;
Conditions de maintenance, de gestion et d'exploitation des salles. Le plan de feu ;
Traduction de la commande artistique en projet technique ;
Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation.
Organisation et gestion de service :
Gestion d'un service et encadrement ;
Relations - communication avec les intervenants ;
Conduite de projet.

9.2. Audiovisuel

Connaissances de base :

Cadre réglementaire et institutionnel :

- connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs ;
- connaissance des acteurs institutionnels ;
- connaissance juridique sur le droit à l'image, connaissance de base des organismes de reproduction et de perception des droits directs, voisins et indirects en matière d'image, son, scénographie, arts visuels ;
- notions de marchés publics ;

Histoire de l'image et des techniques.

Les formes d'expression plastique. L'écriture cinématographique.

Maîtrise des techniques d'archivage et de conservation du patrimoine photographique.

Hygiène et sécurité :

- la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence ;
- sécurité des agents au travail. Les équipements de protection individuels. Les règles de sécurité du travail en hauteur.

Ingénierie :

Sciences appliquées : signaux et systèmes, colorimétrie, traitement du signal, physique du rayonnement, optique géométrique, physique instrumentale, électrotechnique et électronique, informatique ;
Technologies des matériels de prises de vues : photo, cinéma, vidéo et des matériels de prise de son.
Matériels vidéo et autres supports.
Traitement analogique et numérique de l'image ;
Montage image et son ;
Postproduction et transferts ;

	<p>Prises de vues : sensitométrie, surfaces sensibles, métrologie, prise de vues film et vidéo, trucage, effets spéciaux ; Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Gestion de projet.</p>
<p>10. Artisanat et métiers d'art</p>	<p>10.1. Artisanat et métiers d'art</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs ; - connaissance des acteurs institutionnels et des publics concernés ; - notions de marchés publics. Connaissance des matériaux (bois, métaux, verre, tissus, papier, matériaux de synthèse, matériaux neutres...) et maîtrise de leur emploi dans une démarche de création artistique.</p> <p>Hygiène et sécurité : - sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence ; - traitement des déchets.</p> <p>Ingénierie : Conception et mise en œuvre des conditions matérielles de présentation et d'exposition des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels : - conception et exécution de mobilier d'exposition, de scénographie : tous supports et matériaux de contact ; - contrôle et maintenance des conditions climatiques. Accompagnement technique de la démarche artistique ou muséographique. Elaboration des conditions matérielles de conditionnement des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels : - diagnostic des conditions environnementales ; - maîtrise des contraintes de sûreté et de sécurité.</p> <p>Inventaire : - inventaire des procédures des fonds ou des collections ; - identification et connaissance de la chaîne opératoire du déballage-remballage, marquage ; - maîtrise des techniques de conditionnement, de leur nettoyage et entreposage ; - constitution et actualisation des données sur l'état sanitaire et environnemental des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels. Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation. Organisation et gestion de service : Gestion d'un service et encadrement ; Gestion des stocks ; Conduite de projet.</p> <p>10.2. Arts graphiques</p> <p>Connaissances de base : Cadre réglementaire et institutionnel : - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs ; - connaissance des acteurs institutionnels ; - notions de marchés publics. Maîtrise de la chaîne graphique en imprimerie et infographie.</p> <p>Hygiène et sécurité : - la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence ; - obligations en matière d'hygiène, de sécurité des personnes et des biens ; - ergonomie du poste de travail ; - traitement des déchets d'imprimerie.</p> <p>Ingénierie : Techniques de production :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - techniques de composition : maquettage, typographie, couleur ; - techniques de photocomposition : technique de reproduction, matériels de photogravure ; - techniques d'impression : techniques générales, offset, offset numérique, reprographie analogique et numérique... ; - techniques de façonnage ; - techniques de composition, photocomposition et impression en infographie ; - maîtrise des logiciels de graphisme et d'infographie. <p>Gestion de la production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle de la qualité : contrôle de l'ensemble de la chaîne, outils et normes ; - organisation et méthodes d'ordonnancement : devis, délai, qualité, approvisionnement, gestion des stocks. <p>Informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des systèmes d'exploitation, gestion des ressources ; - connaissance des réseaux, protocoles ; - conception et gestion assistée par ordinateur. <p>Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation.</p> <p>Organisation et gestion de service :</p> <p>Gestion d'un service et encadrement ;</p> <p>Conduite de projet.</p>
--	--

4 – Dispositions applicables aux candidats en situation de handicap

Toute personne en situation de handicap, souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation doit en faire la demande et doit produire un certificat médical délivré par un médecin agréé, qui ne doit pas être le médecin traitant (article 4 du décret n° 86-442, modifié du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires).

Ce certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, établit la compatibilité du handicap avec le ou les emplois auxquels l'examen professionnel donne accès, compte tenu des possibilités de compensation du handicap et précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que les aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Les aides et aménagements sollicités sont mis en œuvre par l'autorité organisatrice sous réserve que les charges afférentes ne soient pas disproportionnées au regard des moyens, notamment matériels et humains, dont elle dispose.

Le candidat en situation de handicap souhaitant un aménagement d'épreuve devra avertir le service concours-examens du Centre de Gestion du Finistère afin d'obtenir une liste des médecins agréés en cours de validité et un certificat médical type.

Le candidat devra fournir le certificat médical du médecin agréé au plus tard 6 semaines avant le déroulement de la première épreuve.

Tout candidat atteint d'un handicap, ne demandant pas d'aménagement d'épreuve(s), doit s'assurer de l'accessibilité aux lieux d'épreuves.

5 – La liste d'admission

La réussite à l'examen professionnel conduit à l'inscription sur une liste d'admission établie par ordre alphabétique. L'inscription sur cette liste d'admission ne vaut pas nomination et ne crée pas d'obligation pour l'employeur. Le candidat reste valablement inscrit sur la liste d'admission tant qu'il n'est pas inscrit sur une liste d'aptitude.

La nomination est subordonnée à l'inscription au tableau annuel d'avancement de grade proposé par l'employeur, puis à l'avis favorable, formulé par la Commission Administrative Paritaire. A partir de l'inscription sur la liste d'aptitude, la validité de l'examen est celle de la liste d'aptitude, soit deux ans, renouvelables deux années supplémentaires.

Déroulement de carrière

1 – Les perspectives de carrière

Le système indiciaire qui sert de base à la rémunération est le même que celui qui est applicable aux fonctionnaires de l'Etat et bénéficie des mêmes majorations.

Le grade de technicien principal territorial de 1^{ère} classe est affecté d'une échelle indiciaire allant de l'indice brut 446 à l'indice brut 707, soit depuis le 1^{er} janvier 2020 :

- 2 089,96€ de traitement brut mensuel au 1^{er} échelon ;
- 3 313 € de traitement brut mensuel au 11^{ème} échelon.

Au traitement peuvent s'ajouter éventuellement une indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, certaines primes ou indemnités.

Les fonctionnaires des collectivités territoriales sont affiliés à un régime particulier de sécurité sociale et de retraite.

TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE

Echelon	Indice Brut	Indice major	Durée
1	446	392	1 an
2	461	404	2 ans
3	484	419	2 ans
4	513	441	2 ans
5	547	465	2 ans
6	573	484	3 ans
7	604	508	3 ans
8	638	534	3 ans
9	660	551	3 ans
10	684	569	3 ans
11	707	587	-

Références réglementaires

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, modifiée, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,
- Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat,
- Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- Décret n°87-1107 du 30 décembre 1987, modifié, portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- Décret n°87-1108 du 30 décembre 1987, modifié, fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux,
- Décret n° 2009-1731 du 30 décembre 2009 relatif à l'organisation des concours et examens professionnels de certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2013.908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres et des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière.
- Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008, modifié, relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,
- Décret n° 1988-547 du 6 mai 1988, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
- Décret n° 2018-152 du 1^{er} mars 2018, portant diverses dispositions statutaires relatives aux agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,
- Arrêté n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,
- Arrêté n°2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,
- Arrêté du 27 janvier 2000 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.